

L'an deux mille vingt-six, le 28 mars à 10 heures, le CONSEIL MUNICIPAL de la Ville de SÉNÉ a été assemblé au lieu ordinaire de ses séances, sur la convocation du 24 mars 2026 qui a été adressée par Sylvie SCULO, Maire sortante, conformément aux Articles L.2121.10, 11 et 12 du Code Général des Collectivités Territoriales.

**Nombre de conseillers municipaux en exercice : 29**

*Comme il est de coutume, Sylvie SCULO, maire sortante, ouvre la séance en redonnant lecture des résultats constatés aux procès-verbaux suite aux élections du 22 mars 2026 :*

- Liste « Ensemble pour Séné » représentée par Clément LE FRANC : 2 619 voix ; 51,53 %
- Liste « La nouvelle dynamique pour Séné » représentée par Anthony MOREL : 607 voix, 11,94%
- Liste « Séné avenir et solidarité » représentée par Régis FACCHINETTI : 1 857 voix, 36,53 %

*Elle annonce la démission d'Anthony Morel de la liste La Nouvelle Dynamique pour Séné. Elle déclare que les conseillers municipaux installés sont les suivants : Clément LE FRANC, Françoise MERCIER, Ludovic ESPITALIER- NOËL, Marine LE DUC, Rémi VIDOR, Pascale BRUNEL, Bruno LE GALL, Laure SCHERPEREEL, Christophe BAUDRY, Gaëlle RAUD, Jean-Noël LE METOUR, Marie-Laure LE DIOT, Kevin COHEN, Christine JACOB, Benoît GODICHEAU, Carole MESSÉ-BOUILLARD, Jean-Marc GONIDEC, Marjorie EON, Sylvain ROUSSEL, Claire PONSOT, Pascal SERRE, Estelle KERLIDOU, Bertrand SEVENO, Régis FACCHINETTI, Jessica PIC, Jean VETTER, Ismaël MAHJOUB, François THÉOU et Caroline LAUNAY. Avant de laisser le pouvoir et le micro comme il en est d'usage au doyen, Sylvie SCULO prononce son discours « s'achève pour moi ici et pour un certain nombre présents dans la salle, un mandat, un cycle d'élus qui a été fort riche et tout à fait passionnant. Pour certains, c'est une arrivée autour de cette table, pour d'autres, c'est une continuité, puisqu'ils y étaient déjà auparavant et il y a aussi ceux qui reviennent. Tout ceci qui illustre bien ce qu'est la vie des élus. Nous sommes des citoyens qui, à un moment de leur vie, sont autour de cette table, parfois retournent à leur vie quotidienne, à leurs activités associatives, et puis reviennent. Cela est d'autant plus fort puisque les conditions d'installation de l'équipe que je menais en 2020 étaient encore plus fortement empreintes de cette notion de fugacité et d'éphémère. Nous étions en 2020 dans la salle de grain de sel, avec des conditions absolument extraordinaires, il était encore plus clair que dans cette salle de spectacle et sur la scène, nous étions quelque part en représentation. Cette représentation nous oblige, pendant les années où nous sommes élus à endosser un autre costume, à être un peu plus que nous-mêmes, quelqu'un d'un peu différent de nous-mêmes. Nous sommes autour de cette table parce que nous avons des convictions, des passions, des ambitions et des projets mais, à ce moment-là, nous sommes un peu plus que nous-mêmes où nous rentrons en représentation. C'est un sens possible de ce qu'est la démocratie représentative autour de cette table. Nous représentons, et vous représentez aussi désormais, les sinagots dans leur très grande diversité d'envies et de désirs. Sinagots, que je veux d'ailleurs remercier à la fois d'être venus et d'avoir été sur une très forte participation sur ce scrutin et puis les remercier aussi, pour toutes les rencontres et les échanges pendant toutes ces années. Je souhaite vous dire aussi, puisque nous avons déjà passé quelques heures avec Clément dans mon bureau, qui devient son bureau, que ce bureau est rangé et qu'il ne s'agit pas seulement de dossiers qui sont bien rangés et alignés. Ce sont aussi des situations, en particulier une situation budgétaire, qui laissent des marges auxquelles nous tenons beaucoup. C'était très important pour nous tous, pour toute l'équipe que je remercie encore, de laisser à de futurs élus, quels qu'ils auraient été, des marges de manœuvre et des possibilités de faire. Nous avons achevé tous les grands projets, ce qui permet d'en aborder de nouveau et de le faire avec des marges budgétaires intactes. Aussi, vous devenez, par le fait, les employeurs des agents municipaux et des agents du CCAS. Vous dire, aussi, que d'ores et déjà, des échanges très détaillés ont eu lieu avec Clément et que c'est toute une administration, c'est tout un service public qui désormais vous attend et sera au rendez-vous de la mise en œuvre des projets*



A obtenu :

LE FRANC Clément

23 voix

Monsieur Clément LE FRANC, ayant obtenu la majorité absolue, est proclamé Maire et est immédiatement installé dans ses fonctions.

Monsieur Clément LE FRANC prononce un discours qui sera annexé au présent procès-verbal.

*Merci Sylvain pour cette présidence éphémère, un doyen de 67 ans, c'est beau. Cela montre la jeunesse de notre conseil municipal, la vitalité de l'engagement ici à Séné. Notre conseil municipal a une moyenne d'âge de 49 ans, ce qui est relativement jeune comparé aux autres communes. C'est la preuve d'une dynamique forte des actifs dans l'engagement local. Bravo à toutes et tous.*

*Chers collègues, vous venez de participer au troisième tour des élections municipales. Je tiens à remercier, ma belle équipe, les élus, mais aussi celles et ceux qui, en fin de liste, sont plutôt au rang des spectateurs. Ils n'ont pas cette chance d'être autour de cette table, mais tous ont mené un travail exceptionnel durant cette campagne et rien n'aurait été possible sans l'ensemble du groupe, une équipe réellement péchue. Alors, je suis honoré et très heureux d'œuvrer durant les six prochaines années au service de notre commune. Les sinagots nous ont accordé une belle confiance avec une victoire sur l'ensemble des bureaux de vote, ce qui tombe bien puisque je fonctionne aussi, à la confiance. Après une première semaine à découvrir l'envers du décor, j'ai pu rencontrer des agents engagés et motivés. Nous allons rapidement pouvoir déployer notre programme qui est connu de tous mais, avant, nous allons rencontrer, échanger encore et encore avec les services, car comme toute prise de poste, ce sont les premiers moments qui scellent de solides bases de travail. Nous sommes 29 pour faire en sorte que les débats soient éclairés, justes et dignes. Certains connaissent le rôle d'élu, qu'ils soient majoritaires ou d'oppositions, d'autres découvrent un nouveau monde. A tous, élus de l'opposition et de la majorité, je ne saurais que vous conseiller de suivre et d'utiliser les crédits de formation que nous proposerons dans les budgets, chaque année, sans parler du DIF élu, qui est un droit que vous possédez. Plus nous élus serons formés et prêts, plus nous serons efficaces et réactifs. À partir de tout à l'heure, mon téléphone risque de sonner encore un peu plus qu'avant. Cette mission, elle sera intense, elle sera passionnante et engageante et je souhaite être un maire accessible et proche des relations du quotidien. Évidemment, je suis incapable d'affirmer que j'y arriverai, mais je ferai tout pour, surtout si j'arrive à dormir au moins 8 heures par jour. Et pour réussir à dormir, j'ai une solution, celle de bien s'entourer. En parlant de l'entourage, nous allons passer toute suite aux délibérations qui concernent les adjoints. Donc on va pouvoir s'y atteler de suite. Et merci à toutes et tous et vive Séné!*

### **2026-03-02 - Détermination du nombre de postes d'adjoints**

Conformément aux dispositions de l'article L 2122-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, « Il y a, dans chaque commune, un maire et un ou plusieurs adjoints élus parmi les membres du conseil municipal ».

En application de l'article L 2122-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil Municipal détermine librement le nombre des adjoints sans que celui-ci ne puisse excéder 30 % de l'effectif légal du Conseil Municipal, ce qui porte ce nombre à 8 maximum (le nombre d'adjoints est obligatoirement arrondi à l'entier inférieur)

Monsieur le Maire propose l'élection de 8 adjoints.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Après en avoir délibéré,

Par un vote à main levée et à l'unanimité,

Le Conseil Municipal :

FIXE à 8 le nombre des adjoints.



*Clément LE FRANC communique les domaines et délégations des adjoints :*

*Ludovic ESPITALIER-NOËL : Adjoint au Maire en charge des activités économiques, de la sécurité et de la communication,*

*Françoise MERCIER : Adjointe au Maire en charge de l'urbanisme et des mobilités,*

*Bruno LE GALL : Adjoint au Maire en charge des finances et du sport,*

*Pascale BRUNEL : Adjointe au Maire en charge de la culture et des espaces naturels et agricoles*

*Rémi VIDOR : Adjoint au Maire en charge des bâtiments, de la transition énergétique et du rayonnement de la commune,*

*Marine LE DUC : Adjointe au Maire en charge de la petite enfance et des affaires sociales,*

*Christophe BAUDRY : Adjoint au Maire en charge des affaires maritimes et des espaces verts urbains,*

*Marie-Laure LE DIOT : Adjointe au Maire en charge de l'enfance, de la jeunesse et de la vie scolaire*

### **2026-03-04 - Charte de l'élu local**

Conformément aux dispositions de l'article L.2121-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, il appartient au Maire, lors de la première réunion du Conseil Municipal suivant son installation, de donner lecture de la Charte de l'élu local et de remettre à chaque conseiller municipal un exemplaire de cette charte ainsi qu'un exemplaire du chapitre III du même code relatif aux « Conditions d'exercice des mandats locaux ».

Depuis la réforme opérée par la loi n° 2025-1249 du 22 décembre 2025, la Charte est définie aux articles L.1111-12 à L.1111-14 du CGCT et précise les droits, devoirs et principes déontologiques qui encadrent l'exercice du mandat local.

### **La charte de l'élu local :**

Les élus locaux sont les membres des conseils élus au suffrage universel pour administrer librement les collectivités territoriales, dans les conditions prévues par la loi, ainsi que les élus des arrondissements de la Ville de Paris et des communes de Lyon et Marseille. Tout mandat local se distingue d'une activité professionnelle et s'exerce dans des conditions qui lui sont propres. Il se traduit par des droits et des devoirs prévus aux articles L. 1111-13 et L. 1111-14. Ces dispositions constituent la charte de l'élu local.

1. Dans l'exercice de son mandat, l'élu local s'engage à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de laïcité ainsi que les lois et les symboles de la République.

2. L'élu local exerce ses fonctions avec impartialité, diligence, dignité, probité et intégrité. Dans ce cadre, il poursuit le seul intérêt général, à l'exclusion de tout intérêt qui lui soit personnel, directement ou indirectement, ou de tout autre intérêt particulier.

3. L'élu local veille à prévenir ou à faire cesser immédiatement tout conflit d'intérêts réprimé par la loi. Lorsque ses intérêts personnels sont en cause dans les affaires soumises à l'organe délibérant dont il est membre, l'élu local s'engage à les faire connaître avant le débat et le vote.

4. L'élu local s'engage à ne pas utiliser à d'autres fins les ressources et les moyens mis à sa disposition pour l'exercice de son mandat ou de ses fonctions.

5. Dans l'exercice de ses fonctions, l'élu local s'abstient de prendre des mesures lui accordant un avantage personnel ou professionnel.

6. L'élu local participe avec assiduité aux réunions de l'organe délibérant et des instances dans lesquelles il a été désigné.

7. Issu du suffrage universel, l'élu local est et reste responsable de ses actes pour la durée de son mandat devant l'ensemble des citoyens de la collectivité territoriale, à qui il rend compte des actes et des décisions pris dans le cadre de ses fonctions.

8. L'élu local déclare, dans un registre tenu par la collectivité territoriale, les dons, avantages et invitations d'une valeur qu'il estime supérieure à 150 euros dont il a bénéficié en raison de son mandat. Ne sont pas soumis à cette

obligation déclarative les cadeaux d'usage et les déplacements effectués à l'invitation des autorités publiques françaises ou dans le cadre d'un autre mandat électif.

9. Les élus locaux peuvent bénéficier du versement d'une indemnité pour l'exercice effectif de leurs fonctions électives et de la prise en charge des frais exposés dans ce cadre, dans les conditions prévues par la loi.

10. Les élus locaux sont affiliés, pour l'exercice de leur mandat, au régime général de la sécurité sociale dans les conditions définies à l'article L. 382-31 du code de la sécurité sociale et à des régimes spéciaux définis par le présent code.

11. Les élus locaux bénéficient, à l'occasion de leurs fonctions, d'une protection organisée par la collectivité territoriale, conformément aux règles fixées par le code pénal, les lois spéciales et le présent code.

12. Le droit à la formation est reconnu aux élus locaux. Il s'exerce dans les conditions fixées par le présent code.

13. Toute personne titulaire d'un mandat local bénéficie, dans des conditions prévues par la loi, de garanties accordées dans l'exercice du mandat et à son issue et permettant notamment de concilier celui-ci avec une activité professionnelle ou la poursuite d'études supérieures.

14. Tout élu local peut consulter un référent déontologue chargé de lui apporter tout conseil utile au respect des principes mentionnés à l'article L. 1111-13.

Ainsi, le Maire remet aux conseillers municipaux une copie de cette charte et du chapitre du Code Général des Collectivités Territoriales consacré aux « Conditions d'exercice des mandats locaux » (articles L2123-1 à L2123-35 et R2123-1 à D2123-28).

### **2026-03-05- Délégation du Conseil Municipal au Maire**

Vu l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Maire peut, par délégation du Conseil Municipal, être chargé, en tout ou partie, et pour la durée de son mandat de certaines attributions.

Après en avoir délibéré,

Par un vote à main levée,

Par 28 voix Pour et 1 Abstention (Caroline LAUNAY),

Le Conseil Municipal :

DONNE délégation à Monsieur le Maire pour la durée de son mandat pour les attributions suivantes :

1° D'arrêter et modifier l'affectation des propriétés communales utilisées par les services publics municipaux et de procéder à tous les actes de délimitation des propriétés communales ;

2° De fixer, dans la limite unitaire de 500 € lorsqu'ils ne sont pas prévus dans la délibération portant détermination des tarifs municipaux, les tarifs des droits de voirie, de stationnement, de dépôt temporaire sur les voies et autres lieux publics et, d'une manière générale, des droits prévus au profit de la commune qui n'ont pas un caractère fiscal, ces droits et tarifs pouvant, le cas échéant, faire l'objet de modulations résultant de l'utilisation de procédures dématérialisées ;

3° De procéder, dans les limites exposées ci-après, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couvertures des risques de taux et de change ainsi que de prendre les décisions mentionnées au III de l'article L. 1618-2 et au « a » de l'article L. 2221-5-1, sous réserve des dispositions du « c » de ce même article, et de passer à cet effet les actes nécessaires ;

Aussi, pour réaliser tout investissement et dans la limite des sommes inscrites chaque année au budget, le Maire reçoit délégation aux fins de contracter tout emprunt à court, moyen ou long terme, à un taux effectif global (TEG) compatible avec les dispositions légales et réglementaires applicables en cette matière, pouvant comporter un différé d'amortissement.

Le contrat de prêt pourra comporter une ou plusieurs des caractéristiques ci-après :

- la faculté de passer du taux variable au taux fixe ou du taux fixe au taux variable ;
- la faculté de modifier une ou plusieurs fois l'index relatif au(x) calcul(s) du ou des taux d'intérêts ;
- des droits de tirages échelonnés dans le temps avec faculté de remboursement anticipé et/ou de consolidation ;
- la possibilité de réduire ou d'allonger la durée du prêt ;

- la faculté de modifier la périodicité et le profil de remboursement.

Par ailleurs, le Maire pourra conclure tout avenant destiné à introduire dans le contrat initial une ou plusieurs des caractéristiques ci-dessus.

4° De prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget ;

5° De décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;

6° De passer les contrats d'assurance ainsi que d'accepter les indemnités de sinistre y afférentes ;

7° De créer, modifier ou supprimer, les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services municipaux ;

8° De prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières ;

9° D'accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges ;

10° De décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600 € ;

11° De fixer les rémunérations et de régler les frais et honoraires des avocats, notaires, huissiers de justice et experts ;

12° De fixer, dans les limites de l'estimation des services fiscaux (domaines), le montant des offres de la commune à notifier aux expropriés et de répondre à leurs demandes ;

13° De décider de la création de classes dans les établissements d'enseignement ;

14° De fixer les reprises d'alignement en application d'un document d'urbanisme ;

15° D'exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le code de l'urbanisme, que la commune en soit titulaire ou délégataire, de déléguer l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues aux articles L. 211-2 à L. 211-2-3 ou au premier alinéa de l'article L. 213-3 de ce même code dans les conditions que fixe le conseil municipal ;

A cet égard, le Conseil Municipal donne délégation au Maire :

- Pour exercer, au nom de la commune, les droits de préemption décrits ci-dessus pour les aliénations d'un montant inférieur à 2 millions d'euros,
- Pour déléguer, par arrêté, l'exercice de ces droits à un organisme HLM ou à un établissement public y ayant vocation ou à un concessionnaire dans une opération d'aménagement et seulement pour les transactions d'un montant inférieur à 2 millions d'euros,

16° D'intenter au nom de la commune les actions en justice ou de défendre la commune dans les actions intentées contre elle, y compris par voie d'appel mais non de cassation, pour tous les contentieux intéressant la commune devant toutes juridictions civiles, pénales, administratives ; de déposer plainte avec ou sans constitution de partie civile devant les juridictions civiles et pénales ; et de transiger avec les tiers dans la limite de 1 000 € ;

17° De régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués des véhicules municipaux dans la limite de 10 000 € ;

18° De donner, en application de l'article L. 324-1 du code de l'urbanisme, l'avis de la commune préalablement aux opérations menées par un établissement public foncier local ;

19° De signer la convention prévue par l'avant-dernier alinéa de l'article L. 311-4 du code de l'urbanisme précisant les conditions dans lesquelles un constructeur participe au coût d'équipement d'une zone d'aménagement concerté et de signer la convention prévue par le troisième alinéa de l'article L. 332-11-2 du même code, dans sa rédaction antérieure à la loi n° 2014-1655 du 29 décembre 2014 de finances rectificative pour 2014, précisant les conditions dans lesquelles un propriétaire peut verser la participation pour voirie et réseaux ;

20° De réaliser les lignes de trésorerie sur la base d'un montant maximum de 1 000 000 € ;

21° D'exercer, ou de déléguer, en application de l'article L214-1-1 du code de l'urbanisme, au nom de la commune le droit de préemption prévu à l'article L 214-1 du code de l'urbanisme lorsque l'aliénation à titre onéreux d'un fonds artisanal, d'un fonds de commerce ou de baux commerciaux est située dans un périmètre de sauvegarde du commerce et de l'artisanat de proximité et que son montant est inférieur à 2 millions d'euros ;

22° d'exercer au nom de la commune le droit de priorité défini aux articles L 240-1 à L 240-3 du code de l'urbanisme ou de déléguer ce droit en applications des mêmes articles ;

À cet égard, le Conseil Municipal donne délégation au Maire :

- Pour exercer, au nom de la commune, ce droit de priorité (*aliénation de biens appartenant à des personnes publiques*) pour les transactions d'un montant inférieur à 2 millions d'euros,
- Pour déléguer, par arrêté, l'exercice de ce droit de priorité pour les transactions d'un montant inférieur à 2 millions d'euros à un organisme HLM ou à un établissement public y ayant vocation ou à un concessionnaire dans une opération d'aménagement ;

23° De prendre les décisions mentionnées aux articles L. 523-4 et L. 523-5 du code du patrimoine relatives à la réalisation de diagnostics d'archéologie préventive prescrits pour les opérations d'aménagement ou de travaux sur le territoire de la commune et de conclure la convention prévue à l'article L. 523-7 du même code ;

24° D'autoriser, au nom de la commune, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre ;

26° De demander à tout organisme financeur, l'Union européenne et ses agences, l'État, les collectivités territoriales, leurs établissements publics, tout organisme public ou parapublic et tout organisme privé concourant par son action à l'intérêt général, aux plus hauts montants disponibles au vu des seuils définis par l'organisme financeur, l'attribution de subventions ;

27° De procéder pour tous les biens appartenant à la commune et situés sur le territoire de celle-ci, au dépôt des demandes d'autorisations d'urbanisme relatives à la démolition, à la transformation ou à l'édification des biens municipaux ;

28° D'exercer, au nom de la commune, le droit prévu au I de l'article 10 de la loi n° 75-1351 du 31 décembre 1975 relative à la protection des occupants de locaux à usage d'habitation ;

29° D'ouvrir et d'organiser la participation du public par voie électronique prévue au I de l'article L. 123-19 du code de l'environnement ;

30° D'admettre en non-valeur les titres de recettes, ou certaines catégories d'entre eux, présentés par le comptable public, chacun de ces titres correspondant à une créance irrécouvrable d'un montant inférieur à un seuil fixé à 200 €, qui ne peut être supérieur à un seuil fixé par décret. Ce même décret précise les modalités suivant lesquelles le maire rend compte au conseil municipal de l'exercice de cette délégation ;

31° D'autoriser les mandats spéciaux que les membres du conseil municipal peuvent être amenés à exercer dans le cadre de leurs fonctions, ainsi que le remboursement des frais afférents prévus à l'article L. 2123-18 du présent code.

Les délégations consenties en application du 3° du présent article prennent fin dès l'ouverture de la campagne électorale pour le renouvellement du conseil municipal.

Les décisions prises par Monsieur le Maire en vertu de l'article L 2122-22 du Code des Collectivités Territoriales sont soumises aux mêmes règles que celles qui sont applicables aux délibérations des conseils municipaux portant sur les mêmes objets.

Par ailleurs, Monsieur le Maire doit rendre compte à chacune des réunions obligatoires du Conseil Municipal, conformément aux dispositions de l'article L 2122-23 du Code des Collectivités Territoriales.

Il est précisé qu'en cas d'empêchement, les présentes délégations seront exercées par le 1er adjoint, ou à défaut par les adjoints dans l'ordre des nominations.

Le Conseil Municipal peut toujours mettre fin à la délégation.

## Informations et Questions diverses

Clément LE FRANC communique aux élus la date de la prochaine séance du Conseil Municipal, le 7 avril 2026 à 19 heures. Il indique que les convocations seront adressées par mail, en attendant que tout soit mis en place sur idelibre.

Clément LE FRANC informe les élus qu'une note d'accueil est déposée sur la table et les invite à la remplir. Il précise que tous les documents demandés peuvent-être renvoyés par mail. Il indique que les élus peuvent disposer de matériel informatique selon leur souhait, précisant qui leur est proposé le prêt d'une tablette. Il rappelle la possibilité d'utiliser son ordinateur personnel comme certains l'on fait lors du mandat précédent, tout en précisant que chacun est libre de faire comme il le souhaite.

Clément LE FRANC invite les anciens élus n'ayant pas été réélus ou ayant démissionné à venir vider leur boîte aux lettres et à restituer leur clé. Il demande à Caroline LAUNAY, d'en parler à Anthony MOREL qui a 6 ans de courrier à vider.

Clément LE FRANC demande au conseiller le plus âgé, aux assesseurs et à la secrétaire de rester encore un petit peu pour signer le procès-verbal d'installation du Conseil Municipal.

Clément LE FRANC rappelle la tenue de la séance photo, de groupe, individuelle, du maire et des adjoints, précisant que tout le monde sera représenté sur le site de la ville, élus de la majorité et de l'opposition.

Clément LE FRANC remercie l'assemblée.

Plus personne ne souhaite prendre la parole, la séance est levée à 11h02.

La secrétaire de séance,

Le Maire,

Françoise MERCIER

Clément LE FRANC